



NOTRE DOSSIER: GILETS JAUNES, SIX MOIS DE RÉVOLTE DES OUBLIÉS ANALYSE

Les «gilets jaunes», miroir des évolutions de la démocratie

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, les opposants à Macron projettent leurs désirs sur les gilets jaunes. Mais que peut-on voir dans cet habit dont la singularité est moins constituée par sa couleur que par son aspect réfléchissant ?

Joseph Confavreux

21 novembre 2018 à 12h46

Les « gilets jaunes » sont-ils en train de redorer le blason d'une couleur dont la tonalité politique est traditionnellement associée aux syndicats mais suscités par les patrons pour briser les grèves ou freiner les revendications ? Ou bien sont-ils les dignes héritiers, dans la méfiance fiscale et étatique affichée par plusieurs d'entre eux, d'une coloration politique traditionnellement associée au libéralisme, voire au libertarianisme, utilisée par exemple par le parti libéral-démocrate en Allemagne ou les libéraux-démocrates au Royaume-Uni ?

En réalité, quelques jours après une mobilisation étonnante, alors que certains blocages se poursuivent et qu'une nouvelle manifestation est attendue samedi à Paris, c'est moins la couleur des gilets jaunes qui semble importer que leur côté réfléchissant.

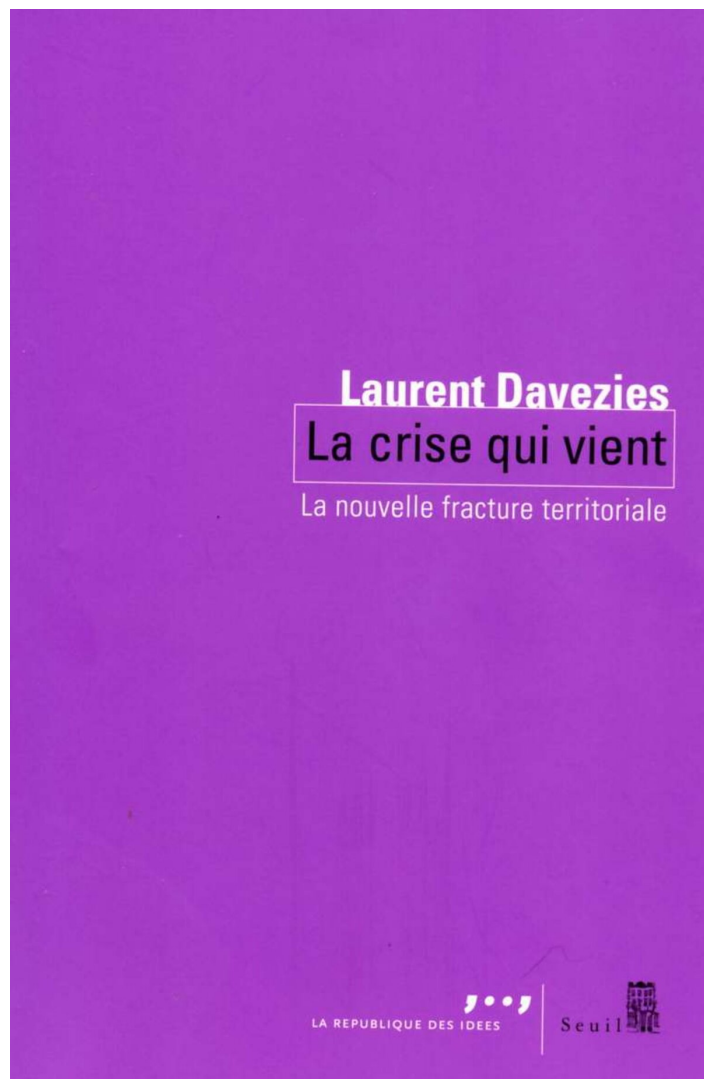


Des «gilets jaunes» à Paris. © ES

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, de La France insoumise au Rassemblement national, tout le monde contemple en effet dans le miroir tendu par ces gilets jaunes ce qu'il désire y voir, quitte à déformer ou sélectionner ce qui s'est entendu samedi dernier partout en France.

Olivier Besancenot parle ainsi d'une « *fronde sociale qui ne fait que commencer* » ; Jean-Luc Mélenchon décrit « *une mobilisation de masse ayant comme point d'appui une remise en cause de choix budgétaires globaux du gouvernement* » et la qualifie de « *hors norme* » ; Éric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes, évoque une « *fronde populaire* » qui « *en dit long sur l'état moral, psychologique et matériel de notre pays* » ; Marine Le Pen se félicite d'un « *très grand succès du peuple français* ».

Même des personnalités qui s'étaient initialement tenues à distance du mouvement, à l'instar d'un Benoît Hamon concédant qu'il s'agit d'une « *révolte sincère contre l'injustice fiscale et sociale qu'expriment [là] les Français* », mettent de l'eau dans leur vin quand il s'agit de donner un avis sur ces gilets jaunes que l'on trouve, en général, si gentils.



C'est le propre d'une mobilisation inédite et composite de pouvoir être interprétée en fonction des lunettes que l'on chausse, même si ce mouvement n'est pas aussi neuf qu'on le dit, à en croire Laurent Davezies, professeur au CNAM et auteur de *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*.

Pour l'économiste, « *il y en a eu d'autres du même genre avec les "bonnets rouges", les "Nuit debout" ou les opérations de ZAD... Il existe une tendance générale au développement de formes d'action "non récupérées", c'est-à-dire sans intermédiaire, facilitées et portées par les nouveaux médias internet et dont les médias traditionnels sont réduits à n'être qu'une sorte de caisse de résonance* ».

Toutefois, pour Vincent Tiberj, sociologue du politique et auteur de *Les Citoyens qui viennent* (PUF), il s'agit quand même d'une mobilisation particulière. « *Parce qu'elle révèle un lien très fort entre le online et le offline. Parce qu'elle est le produit d'un mouvement de démocratisation de la participation protestataire, qui a commencé dans les années 1960, en remettant en cause une participation citoyenne réduite au vote ou au meeting. Et parce que le répertoire d'action s'est élargi, avec Internet, avant les réseaux sociaux, avec l'envoi de mails à caractère politique ou le fait de créer un mème, par exemple. Céline parlait de la "race des signeurs" pour se gausser de ceux dont le statut social et culturel leur permettait d'exprimer leurs positions dans les journaux. Avec des sites comme change.org, tout le monde peut signer.* »

Comme de nombreux chercheurs, Laurent Davezies cherche à éviter de figer le sens d'une mobilisation dont il tient à relativiser l'ampleur : « *Il ne s'agit que de 300 000 personnes, soit un peu moins de 0,5 % de la population, qui arrivent à capter depuis plusieurs semaines l'essentiel de l'information médiatique. Et tout cela dans un pays dans lequel l'essence est moins chère que dans la plupart des pays européens, qui se situe nettement en queue de*

peloton des pays européens pour le taux de pauvreté (entendu comme le pourcentage de la population possédant moins de 60 % du revenu médian) et où, si les inégalités de revenus avant redistribution sont fortes, celles des revenus après redistribution sont dans les moins fortes des pays industriels. En bref, un pays dans lequel, en dépit de la disqualification productive de certains territoires, le développement humain se maintient grâce, pour l'essentiel, à nos filets de protection publics et sociaux... »



Des manifestants au péage de Montgiscard, dans la périphérie de Toulouse. © ER

La majorité des analystes qui se sont prononcés sur les gilets jaunes, à l'exception du géographe Christophe Guilluy, qui tient à y voir la fidèle illustration de ses thèses contestées sur la « France périphérique », sont contraints à des énoncés nuancés.

Pour Vincent Tiberj, « les "gilets jaunes" ne représentent pas seulement la France périphérique, la France des oubliés. Ils incarnent davantage ce que le sociologue Olivier Schwartz décrit comme les "petits-moyens", qui travaillent, paient des impôts et se trouvent à la fois en opposition face au bas de la société, les chômeurs et ceux qui vivent des prestations familiales, et face au haut de celle-ci, incarné par les Parisiens ou les cadres. Ils se situent entre les deux et gagnent trop pour être aidés et pas assez pour bien vivre. Mais ils incarnent aussi des choix, plus ou moins assumés, de styles de vie. C'est là où l'analyse de Guilluy sur la France périphérique est ambiguë, parce que si certains d'entre eux sont contraints de vivre à l'extérieur des villes, d'autres choisissent d'en partir parce qu'ils veulent une maison individuelle et un jardin, et refusent de vivre dans un appartement dans un quartier mixte. Une partie d'entre eux assume aussi une culture de la bagnole, qu'on emprunte parfois pour des trajets réduits et qui reflète des choix en matière de confort, de manière de s'approprier l'espace public, de penser son rapport aux autres et à son environnement ».

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, explique ainsi au Monde que cette « coalition spontanée et hétéroclite de mécontents issus des catégories populaires et des classes moyennes » ne doit pas être réduite « à un mouvement extrémiste » et bat lui aussi en brèche l'idée qu'il s'agisse de « la France périphérique ». Pour lui, « ce discours, surmédiatisé, est un raccourci », parce que ce qui compte, « c'est l'appartenance sociale, qu'on confond trop souvent avec la question territoriale ».

Quant à Jean-Yves Camus, politiste spécialiste des droites extrêmes, il n'a pas l'impression « *qu'il y ait l'extrême droite derrière la mobilisation* », même si des militants du Rassemblement national (RN, ex-FN) ou de l'Action française se sont joints aux gilets jaunes. Comme il le dit au Monde, ces derniers « *sont juste montés dans le train. D'ailleurs, si un arrachage de voile semble malheureusement s'être produit dans l'Aisne, il a été immédiatement condamné par les organisateurs et la mobilisation ne m'a jamais semblé prendre un tour identitaire. Il n'y a pas eu de polarisation contre l'immigration. J'ai même trouvé que, sur beaucoup de barrages, il y avait une assez grande diversité* ».



Henri Dorgères en 1937.

Une analyse qui, si elle est fondée, invaliderait les comparaisons historiques entendues entre les « gilets jaunes » et les « chemises vertes », ces comités de défense paysans fondés en 1927 par Henri Dorgères qui avaient alimenté une protestation contre l'impôt et une rhétorique d'opposition entre les villes et les campagnes que l'on a, de nouveau, entendues ce week-end.

Les nombreux reportages ont certes permis de repérer des gestes et paroles racistes, sexistes et homophobes, rappelant une tonalité, un vocabulaire et une grille d'analyse proches de l'extrême droite. Mais on pouvait aussi y piocher des revendications égalitaires, sociales et un côté « bon enfant », voire festif.

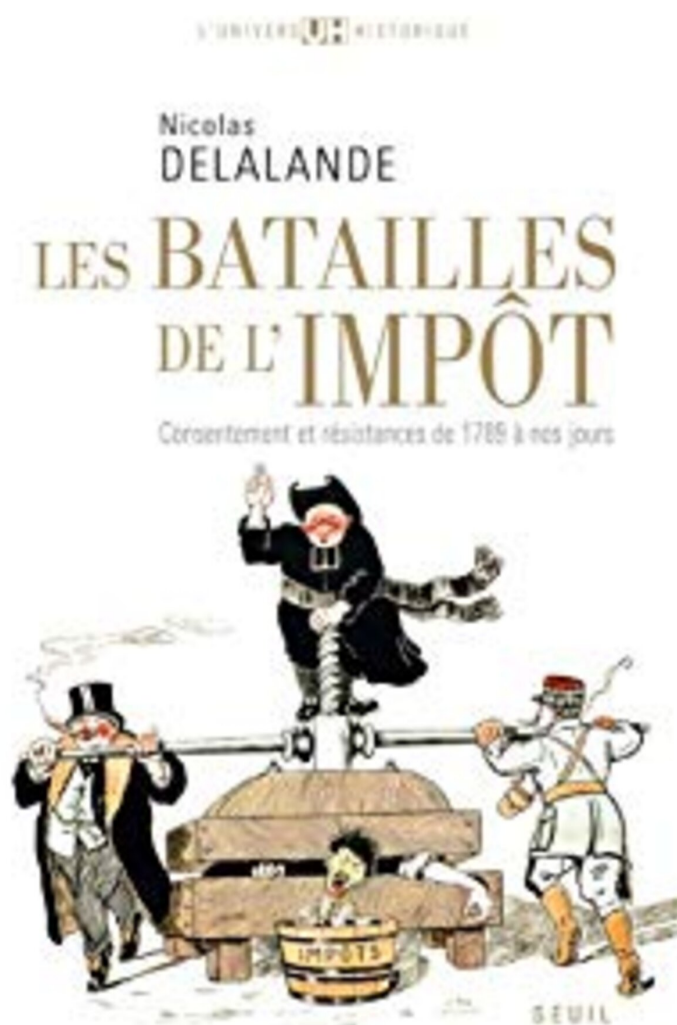
« *Les "gilets jaunes" nous racontent quelque chose de l'évolution de nos démocraties*, poursuit Vincent Tiberj. *Un des paradoxes de la victoire d'Emmanuel Macron est d'avoir été élu en affirmant prôner l'horizontalité, puis d'avoir épousé des institutions paramétrées verticalement, avec peu de contre-pouvoirs, comme il en existe aux États-Unis.*

Face à une société qui se sent de plus en plus en légitime à être associée aux décisions, cela produit des mouvements comme les "gilets jaunes", mais aussi les ZAD. J'avais parlé de "citoyenneté distante" pour évoquer ces personnes suffisamment armées pour décoder la parole politique et voir que, par exemple, les taxes sur l'essence ne vont pas à la reconversion écologique. »

Comment alors faire une lecture précise et juste de ce mouvement qui fait sourire à la fois la frange dure de LR et les représentants de l'extrême droite, tout en inspirant à Jean-Luc Mélenchon un post de blog sur « un mouvement révolutionnaire en jaune », à partir du moment où l'on ne se sent pas appartenir au cercle de la raison technicienne convaincue que les extrêmes se rejoignent, à l'instar de Jean-Michel Blanquer amalgamant les « ventilateurs à problèmes » du Rassemblement national et de La France insoumise ?

« Des aspirations contradictoires »

Si les « gilets jaunes » peuvent constituer un miroir pour notre temps, c'est peut-être moins dans les dessins et desseins que veulent y voir apparaître des représentants de l'opposition prompts à se satisfaire, sans toujours être trop regardants, d'un mouvement hostile à la politique d'Emmanuel Macron, que par les reflets plus flous qu'ils laissent transparaître.



À cet égard, le premier trait important à distinguer est sans doute l'ambiguïté des mobilisations fondées sur des revendications fiscales. Le passé national, comme le montrait l'historien Nicolas Delalande dans l'ouvrage qui fait référence sur le sujet, *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours* (Seuil), regorge

de cas où la résistance à l'impôt était fondée sur son iniquité et obéissait à des revendications égalitaires, comme d'exemples où c'est d'abord la défense d'intérêts catégoriels ou individualistes qui alimentait les protestations.

Une ambiguïté à propos de laquelle il serait même possible de remonter au-delà de la Révolution française puisque, par exemple, Gérard Noiriel étudie, dans *L'Histoire populaire de la France* qu'il vient de publier, la façon, dont au XVII^e siècle, « *les classes populaires se révoltèrent massivement contre le tour de vis fiscal* ».

Dans un article écrit en aval des manifestations de « bonnets rouges », Nicolas Delalande analysait la façon dont, « *dans le contexte de crise économique et d'objectif de réduction des déficits, la question fiscale est devenue un point de crispation et un révélateur des tensions qui parcourent la société française* ». Pour en conclure que « *toute protestation contre l'impôt n'équivaut pas, tant s'en faut, à une remise en cause de l'État, à la promotion de l'individualisme et du libéralisme le plus échevelé* ».

Et que derrière les « révoltes fiscales » contemporaines qui n'ont pas, comme cela a été le cas dans le passé, réellement mis en cause la perception de l'impôt, « *se cachent à l'évidence des aspirations contradictoires, certains saisissant l'occasion pour attaquer l'État, dénoncer l'impôt et, parfois, prôner la sécession, d'autres préférant en appeler à la protection et à l'intervention des pouvoirs publics face à la crise* ».

Abondant sur le caractère protéiforme, voire contradictoire, de la mobilisation actuelle, Laurent Davezies juge que, « *si problème il y a – et il y en a un sérieux –, il est du côté de l'économie productive et des mécanismes de marché : ce ne sont pas les pouvoirs publics qui ont abandonné ces territoires mais les entreprises qui les quittent ou ne s'y installent pas et préfèrent les “métropoles”... Pourtant, c'est vers l'État que les poings se dressent !* ».

Une confusion entretenue, en outre, par le fait que les « gilets jaunes » ont pris le gouvernement à son propre piège de la « *démagogie fiscale* » et de « *son rejet de l'impôt comme idéologie* », ainsi que l'analyse Romaric Godin. Vincent Tiberj abonde dans ce sens : « *Les “gilets jaunes” véhiculent une défiance à l'égard de l'impôt et de la redistribution. Mais c'est aussi lié au fait qu'on trouve de moins en moins d'acteurs politiques pour défendre à la fois l'impôt et la redistribution.* »



Estelle, 20 ans, et Yohan, 26 ans, manifestaient pour la première fois de leur vie le 17 novembre dernier. © EJ

Le deuxième élément important qu'on peut apercevoir dans le miroir tendu par les « gilets jaunes » est une traduction, sur les routes et dans les rues, d'un double constat déjà bien établi dans les institutions de la démocratie représentative. D'un côté, le clivage gauche/droite ne suffit plus à décrire la réalité politique du moment, amplement concurrencé par une opposition entre ceux d'en haut et ceux d'en bas. De l'autre, les corps intermédiaires ou les courroies de transmission de la sphère sociale à la sphère politique – élus, syndicats, associations – paraissent aujourd'hui bien en peine d'incarner et de représenter les colères protéiformes qui se sont exprimées ce week-end.

À partir de ce constat, ce qui demeure incertain, c'est l'issue de la recomposition politique en cours. L'OPA réussie par Emmanuel Macron sur la politique française en 2017 a du plomb dans l'aile, à en croire la participation de plusieurs déçus du macronisme au mouvement des « gilets jaunes ».

Mais il serait bien difficile de prévoir, à supposer que la mobilisation se poursuive et prenne de l'ampleur, si l'on se dirige plutôt vers la « *révolution citoyenne* » que La France insoumise appelle de ses vœux, ou davantage vers une configuration proche de celle qui a permis l'élection de Trump, en additionnant les mécontentements sociaux aux ressentiments masculinistes et racistes de tout un pan des populations occidentales.

Enfin, la dernière composante importante que l'on peut sans doute identifier dans le miroir trouble et déformant que nous tendent aujourd'hui les « gilets jaunes » est celui d'une constante circulation des répertoires d'action, particulièrement frappante dans un mouvement hétérogène et hétéroclite comme celui de ce week-end.



« Ce sont des manifestants qui épousent l'air du temps et ne sont pas organisés de la même façon que des fonctionnaires syndiqués ou des ouvriers en usine, explique Vincent Tiberj. *D'un point de vue démocratique, plus*

les gens sont capables de se mobiliser et de faire exister un agenda social avec des répertoires d'action variés, mieux c'est. Mais comment fait-on pour négocier avec un collectif de "gilets jaunes" ? »

Les mobilisations contre le mariage pour tous avaient déjà battu en brèche « l'idée fausse », mais ayant « la vie dure », selon laquelle « la manifestation de rue serait en France consubstantiellement ouvrière et de gauche », pour reprendre les termes de l'historienne Danielle Tartakowsky.

Mais il suffisait d'entendre, par exemple dans le journal de France Culture de mardi matin (*à écouter ici, à 8'50"*), des retraités se féliciter de leurs actions de blocage, qu'ils jugeaient beaucoup plus réjouissantes que les défilés catégoriels convenus auxquels ils avaient participé à la rentrée, pour se demander comment un mouvement largement indifférent au chaos climatique en cours pouvait épouser les formes de la « *blocadie* », ce terme promu par la journaliste Naomi Klein pour désigner l'ensemble de mobilisations citoyennes locales susceptibles de préfigurer un grand mouvement social et écologiste...

Joseph Confavreux

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.